

**Décision n° 2019-86 bis du 22 juin 2019**

**Portant délégation de signature du directeur général  
à la délégué du parc naturel marin de la Martinique**

**Le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.131-8 et suivants et R.131-30 et suivants,

**Vu** l'arrêté en date du 2 janvier 2017 portant nomination de monsieur Christophe AUBEL en qualité de directeur général de l'établissement,

**Vu** la décision n°2017-16 du 19 janvier 2017 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence française pour la biodiversité,

**Vu** la décision n°2019-01 du 2 janvier 2019 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence française pour la biodiversité,

**DÉCIDE**

**Article 1**

Aude BRADOR, déléguée du directeur auprès du conseil de gestion du parc naturel marin de la Martinique, reçoit délégation, dans les limites des compétences du directeur général et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer le protocole d'intention entre l'État, la collectivité territoriale de Martinique, le parc naturel de la Martinique et l'Agence française pour la biodiversité relatif au programme territorial d'actions dédié à la préservation et la valorisation de la biodiversité martiniquaise.

**Article 2 : conditions de la délégation**

Le titulaire de la délégation de signature devra rendre compte au directeur général de l'établissement des actes signés en son nom.

**Article 3 : durée de la délégation**

La présente délégation est susceptible d'être modifiée ou révoquée à tout moment.

#### Article 4 : modalités de publication de la décision

La présente décision est publiée sur le site internet de l'Agence française pour la biodiversité, dans l'onglet « Agence » et dans la rubrique « Recueil des actes administratifs ».

Le Directeur général de l'AFB,



Christophe AUBEL

**Voies et délais de recours** : « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.  
Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision, ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande - la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois - le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »